

« MA MISSION EN IRAK »

Les confessions du général Garner



Un an après avoir été limogé de son poste de gouverneur civil de l'Irak, le général Jay Garner s'est confié à Greg Palast. Abandonnant la langue de bois, il livre quelques confessions désabusées. Les États-Unis ne voulaient pas libérer l'Irak, ni le désarmer, simplement y installer des bases militaires permanentes et s'emparer des réserves pétrolières. La feuille de route qui lui fut remise par Donald Rumsfeld à sa nomination avait été rédigée en ce sens dès l'arrivée de George W. Bush à la Maison-Blanche. Obnubilée par ces objectifs, la coalition ne s'est guère préoccupée des secours d'urgence ni de la démocratisation. Nous reproduisons ici ce document insolite dont la version vidéo vient d'être diffusée par la BBC.

page 2

La France se défend de toute responsabilité dans le génocide rwandais

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Le livre *L'Inavouable, La France au Rwanda*, de Patrick de Saint-Exupéry, qui relate les responsabilités de militaires français dans la planification et l'exécution du génocide, paraît aujourd'hui en librairie. Pour prévenir l'effet du scandale, Dominique de Villepin, monte au créneau et nie toute responsabilité de la France dans ce génocide qui l'aurait surprise alors qu'elle tentait d'obtenir l'apaisement dans le pays. Ce plaidoyer est récusé par les faits.

page 6

REPÈRE : 26 MARS 1971

Génocide au Bangladesh

En février 1971, confronté au « séparatisme Ayami » dans la province du Bengale oriental, le président du Pakistan Yahya Khan déclare : « Si nous massacrons trois millions d'entre eux, les autres nous mangeront dans la main ». Le président états-Unien, Richard Nixon, cherchant à s'assurer du soutien du Pakistan contre la Chine et l'Inde pro-soviétique, donne l'ordre de « foutre la paix à Yahya ». Le 26 mars, l'université de Dacca est occupée par l'armée qui exécute des milliers d'étudiants, tandis que 7.000 civils sont massacrés dans leurs maisons. Deux jours plus tard, la ville est quasiment vidée de ses habitants, 27.000 civils sont morts, les autres villes de la province connaissant le même sort. En avril, l'ONU estime que 30 millions de réfugiés (plus de la moitié de la population) errent dans le pays tentant de fuir vers l'Inde - harcelés par l'armée et l'aviation qui bombarde les colonnes humaines. En décembre, 2 millions de morts plus tard, le Bangladesh obtient son indépendance. L'ONU parlera d'une « tentative de génocide » par le Pakistan. ■



HYSTÉRIE GÉNÉRALE AUTOUR DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LE 11 SEPTEMBRE

Les auditions de la Commission « indépendante » d'enquête sur le 11 septembre sont l'occasion d'un déballage inattendu de révélations qui entretiennent le doute et l'hystérie. Sibel Edmonds est une ancienne traductrice arabophone de messages interceptés au FBI, proche des associations de familles de victimes. Elle s'était déjà faite connaître en dénonçant le manque de surveillance de ses collègues traducteurs et leurs liens avec des personnes faisant l'objet d'enquêtes terroristes. Après avoir été entendue pendant 3 heures par la Commission d'enquête et le Comité judiciaire du Sénat, elle a affirmé que l'Attorney general des États-Unis, John Ashcroft en personne, avait fait pression sur elle pour l'empêcher de révéler à la presse qu'on l'avait contrainte à falsifier des traductions de messages interceptés avant le 11 septembre 2001. (En vignette : Sibel Edmonds) ■

« Ma mission en Irak »

Les confessions du général Garner

Un an après avoir été limogé de son poste de gouverneur civil de l'Irak, le général Jay Garner s'est confié à Greg Palast. Abandonnant la langue de bois, il livre quelques confessions désabusées. Les États-Unis ne voulaient pas libérer l'Irak, ni le désarmer, simplement y installer des bases militaires permanentes et s'emparer des réserves pétrolières. La feuille de route qui lui fut remise par Donald Rumsfeld à sa nomination avait été rédigée en ce sens dès l'arrivée de George W. Bush à la Maison-Blanche. Obnubilée par ces objectifs, la coalition ne s'est guère préoccupée des secours d'urgence ni de la démocratisation. Nous reproduisons ici ce document insolite dont la version vidéo vient d'être diffusée par la BBC.



Le général Jay Garner, qui fut désigné par Donald Rumsfeld pour diriger l'Irak à la chute de Saddam Hussein, fut remercié au bout de trois semaines. Washington était secoué par le refus de nombreux alliés de participer à l'occupation du pays et l'administration Bush se déchirait à propos de la marche à suivre. Proche du secrétaire à la Défense, aux côtés duquel il siégea dans diverses commissions, le général Garner fut sacrifié par la Maison-Blanche pour apaiser le département d'État. L. Paul Bremer III lui succéda, sous l'autorité de Condoleezza Rice.

Dans cette période électorale où chacun à Washington épanche ses états d'âme

dans la presse, le général Garner a accordé un entretien à notre ami Greg Palast pour la BBC. Ce document étonnant a été diffusé le 19 mars et nous en reproduisons la version française. Il confirme ce que signifie « remodeler » la région : y installer des bases militaires permanentes et privatiser les ressources pétrolières. La volonté de réaliser ce projet à tout prix a gravement retardé le déploiement des secours d'urgence et a empêché la démocratisation du pays.

Des plans rédigés bien avant la guerre

Général Jay Garner, sortant d'avion : [Début avril 2003], j'arrive avec environ 220 personnes dans l'avion. Donc, je dispose de moins de 300 personnes à faire venir rapidement à Bagdad afin de commencer le processus post-guerre en Irak. Je ne sais pas à ce moment l'ampleur de la crise humanitaire à laquelle nous allons être confrontés, mais j'imagine qu'elle peut être importante. Des champs de pétrole peuvent être incendiés, ce qui serait un énorme problème. Si l'ONU n'achemine pas assez de nourriture aux Irakiens, ou si les Irakiens sont tentés de vendre cette nourriture, nous pouvons être confrontés à une situation de famine très rapidement. De la même manière, si nous ne faisons rien au sujet de l'eau en bouteille et du ramassage des ordures, ce genre de choses, nous pouvons être confrontés au développement d'épidémies. Si la guerre traîne en longueur, n'est pas rapide, alors les fonctionnaires qui dirigent le pays actuellement seront dispersés et nous aurons des difficultés à les ramener. Je pensais donc à tous les problèmes auxquels nous allions être confrontés.

Il y a un an, le général Jay Garner s'est envolé pour le Proche-Orient en tant que premier vice-roi, dans les faits, pour superviser un nouvel Irak - dans sa poche arrière, il a un plan détaillé réalisé par l'administration Bush.

Jay Garner : Tout ce que vous pouvez dire c'est que les plans étaient assez élaborés, je veux dire qu'ils n'ont pas commencé à les rédiger en 2002, mais en 2001. Je soupçonne qu'ils ont commencé à être écrits à peu près au moment où nous avons commencé à nous défendre en Afghanistan, mais je n'en suis pas sûr.

La situation militaire

Derrière le programme, Garner décrit la vision à long-terme développée par Washington au sujet de l'Irak comme celle d'une base politique et militaire au Proche-Orient, dessinée sur le modèle du contrôle états-unien sur le Pacifique au XXe siècle.

Jay Garner : Nous avons utilisé les Philippines. Et les Philippines, si vous me passez l'expression, c'était essentiellement une base de ravitaillement en charbon pour la Navy. Et cela permettait à l'US Navy de maintenir sa présence dans le Pacifique. Ils ont maintenu une grande présence dans le Pacifique. Je pense... C'est une mauvaise analogie, mais je pense que nous devrions considérer l'Irak actuellement comme notre base de ravitaillement au Proche-Orient, où nous avons une certaine présence. Cela nous donne une position stable, mais aussi un avantage stratégique sur place. Je pense que nous devrions juste accepter cela et nous en servir pour une période donnée, aussi longtemps que les Irakiens seront disposés à nous laisser être des invités dans leur pays.

La démocratie et le marché

Jay Garner : Ma préférence allait vers un transfert de responsabilités aux Irakiens aussi vite que nous pouvions le faire, et de le faire avec une forme d'élection. En disant cela, je ne critique pas ce que nous sommes en train de faire actuellement. Ce que nous sommes en train de faire est une approche plus méthodique que ce que j'avais en tête à l'époque. Je pensais simplement qu'il était nécessaire de placer les Irakiens à la tête de leur destin avec notre main ferme sur place, qui les guiderait et les aiderait, ce genre de choses.

Les champs pétroliers en feu

Garner a indiqué que son désir de voir les élections organisées rapidement est entré en conflit avec le calendrier économique de l'administration Bush. Même alors qu'il luttait pour éteindre les puits de pétrole en feu, Washington avançait son calendrier de privatisation du secteur pétrolier et d'autres industries.

Jay Gardner : Je pense que nous, en tant qu'Américains, et je ne parle pas de l'Autorité provisoire de la Coalition, c'est juste nous en tant qu'Américains, nous avons tendance à aimer imposer un modèle sur les choses. Et notre modèle est bon, mais il n'est pas forcément bon pour tout le monde. T.E. Lawrence a une très bonne formule, j'aimerais pouvoir la répéter avec exactitude ; je ne peux pas, mais c'est quelque chose comme ça : « C'est mieux pour eux de le faire de façon imparfaite que pour nous de le faire de façon parfaite, parce qu'au bout du compte, il s'agit de leur pays et nous n'y serons pas pour très longtemps ». Je pense que c'est un bon conseil.

Tandis que l'Irak s'inquiète de la pénurie d'électricité et d'eau, le premier souci de Washington est que Garner parvienne à imposer un plan élaboré pour repenser l'économie irakienne sur le modèle du libre-échange absolu.

Jay Garner : Je pense, encore une fois, que nous sommes meilleurs en établissant un gouvernement et en rétablissant les services de base et en ramassant les choses, et en laissant le gouvernement, et grâce à leur propre processus électoral, décider ce qui est bon pour leur pays.

Greg Palast : Les laisser décider s'ils veulent privatiser les gisements pétroliers ?

Jay Gardner : Oui.

Garner, qui a travaillé avec les Kurdes après la précédente Guerre du Golfe, est inquiet des résistances que pourraient susciter les plans de vente de leur pétrole.

Jay Garner : En fait, je pense que vous auriez beaucoup de mal à aller au Nord et convaincre les Kurdes qu'ils doivent être privatisés. En revanche, vous pouvez convaincre les Kurdes que les champs pétroliers ne leur appartiennent pas, mais la privatisation ? Je ne pense pas qu'on puisse le faire. C'est un combat dont on ne peut tout simplement pas se charger maintenant.

Partir

Greg Palast : La Maison-Blanche n'a pas apprécié la résistance personnelle de Garner à leurs plans. Après seulement trois semaines sur place, il lui a été demandé de partir. Était-ce une démission humiliante ?

Jay Garner : Je sais que la nuit où je suis arrivé à Bagdad, le secrétaire [à la Défense] Donald Rumsfeld m'a appelé. Il m'a dit que le président nommait Paul Bremmer en qualité d'émissaire présidentiel, et que cela avait toujours figuré dans les plans, que nous devions avoir un émissaire présidentiel, et qu'il avait toujours été dans les plans que je sois un personnage temporaire. Je pense que ce qui s'est passé, c'est que l'annonce de l'ambassadeur Bremmer a été quelque peu abrupte, mais elle est apparue abrupte à tout le monde à l'extérieur. Je pense que tout le monde à l'intérieur savait ce qui se passait, donc ils ont fait beaucoup de spéculations à partir de ça.

Un an plus tard, le général s'inquiète toujours des conséquences de la politique qui consiste à avoir fait passer le programme économique avant les élections démocratiques.

Jay Garner : Je crois fermement que l'on ne doit pas terminer la journée avec plus d'ennemis que lorsqu'elle a commencé.

Greg Palast

*Journaliste californien basé à Londres, reporter pour la BBC. Auteur du best-seller *The Best Democracy Money Can Buy* et lauréat de nombreux prix professionnels.*

RENDEZ-VOUS SUR LE **FORUM** DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html

La France se défend de toute responsabilité dans le génocide rwandais

Analyse

L'ancien Premier ministre espagnol, José-Maria Aznar, ère de plateaux de télévisions en studios de radio pour attester qu'il n'a pas manipulé les informations relatives aux attentats de Madrid. Il livre une nouvelle fois sa version des faits dans un article publié simultanément par le *Wall Street Journal* et le *Scotsman*. Il n'a pas menti et s'est simplement trompé de bonne foi. On aimerait le croire et l'entendre prononcer la même autocritique à propos des armes de destruction massive irakiennes, mais ce sujet est déjà oublié : une intox chasse l'autre, seule une défaite électorale contraint à présenter des excuses.

Le témoignage de Patrick de Saint-Exupéry : *L'Inavouable, La France au Rwanda*, paraît aujourd'hui en librairie. Le reporter du *Figaro y* relate sa découverte des responsabilités de militaires français dans la planification et l'exécution du génocide. Pour prévenir l'effet du scandale, le ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, monte au créneau dans *Libération*. Éprise de paix, la France aurait facilité les Accords d'Arusha et aurait été surprise par le génocide. Elle aurait alors déployé l'opération Turquoise pour mettre fin aux massacres et aurait ultérieurement lancé une enquête parlementaire pour analyser ses erreurs. Depuis, elle aurait tiré les leçons du drame et s'impliquerait plus efficacement. Ainsi, elle se féliciterait des Accords de Marcousis et de la paix revenue en Côte d'Ivoire. Malheureusement ce plaidoyer de défense de l'État n'est pas crédible. La présence de militaires français aux côtés des responsables du génocide avant et

pendant les événements est largement documentée, comme vient de le montrer la commission d'enquête citoyenne mise en place par l'association Survie. De même que l'usage de l'opération Turquoise pour exfiltrer ces étranges conseillers à l'issue du massacre. Enfin, l'article de Dominique de Villepin a dû être préparé à l'avance car l'évolution récente des événements en Côte d'Ivoire n'autorise pas à l'auto-satisfaction.

Aux États-Unis, les autorités continuent à éteindre l'incendie déclenché par le témoignage de Richard Clarke, *Contre tous les ennemis*. Dans *The Independent*, ce n'est pas l'État, mais son ami et patron que l'ambassadeur William S. Farish défend. Le bilan de George W. Bush en matière de lutte contre le terrorisme est bon, assène-t-il. Ce Monsieur Clarke ne mérite pas d'être écouté : il « crache dans la soupe » en s'en prenant à un président qui lui a fourni du travail, il est aigri, et il dit n'importe quoi pour vendre des livres. Bref, pour toute réponse aux questions posées, il lance des attaques *ad persona*.

De son côté, Sidney Blumenthal, ancien collègue de Clarke dans l'administration Clinton, souligne dans le *Guardian* que l'auteur controversé a toujours eu une bonne réputation et que son témoignage n'a rien de farfelu. Il corrobore par exemple celui du général Donald Kerrick.

Le ministre des Affaires étrangères argentin, Rafael Bielsa, se réjouit dans *Clarín* de la conclusion d'un accord commercial entre le Mercosur et l'Union européenne. Au-delà de la bonne nouvelle économique, ce rapprochement est une alternative à la dislocation du Mercosur par la Zone de libre-échange des Amériques. Or, comme ne cesse de la souligner le gouvernement argentin, les États sud-américains ambitionnent une union politique et se reconnaissent plus dans la culture européenne que dans celle des États-Unis.

Dans un entretien accordé au *Figaro*, le financier George Soros poursuit sa campagne contre l'élection de George W. Bush. Par défaut, il soutient John Kerry, dont il se démarque cependant à propos du format des armées. Il ne se trouve pas plus en phase avec Jacques Chirac qui a ébranlé les relations transatlantiques. En effet, Soros est partisan d'une exploitation économique douce, dans laquelle les États-Unis conserveraient l'autorité en faisant le moins possible usage de la force.

Enfin, l'ancien président de la République tchèque, Vaclav Havel, se réjouit, dans *The Independent*, de l'élargissement de l'Union européenne. Mais sa joie est incomplète lorsqu'il songe à ses amis biélorusses, écrasés par le régime de Lukashenko. Havel, qui a bénéficié de l'aide de la CIA lorsqu'il était dissident du bloc-soviétique et a rejoint aujourd'hui la Nouvelle Initiative Atlantique, préconise une aide européenne aux dissidents biélorusses. Tout au moins à ceux qui sont pro-atlantistes car, ici, la défense de la démocratie s'identifie avec la défense d'un parti pris.

Réseau Voltaire

José- Maria Aznar



José-Maria Aznar est ancien Premier ministre espagnol.

« La vérité sur le 11 mars »

Source : Wall Street Journal
, The Scotsman

Référence : « The Truth About 3/11 », *Wall Street Journal*, 24 mars 2004. Cette tribune a été publiée également sous le titre « My country must not abandon the battle », dans *The Scotsman*, 25 mars 2004.

Le 11 mars, L'Espagne a subi la pire attaque terroriste de son histoire et l'une des plus sanglantes que le monde ait connu. Cet attentat lâche avait pour but de tuer le plus grand nombre de personnes possibles et, par la terreur, de porter un coup mortel à nos libertés et à nos droits. De ce jour, nous avons retenu que nous devons affronter le terrorisme et qu'on ne peut pas négocier avec lui. Ce jour-là, nous avons vu à la fois l'horreur du terrorisme, le dévouement des Espagnols et le professionnalisme de nos services d'urgences. C'est ce courage qui doit nous inspirer dans notre combat pour la liberté.

Suite aux attentats, les Espagnols souhaitent la vérité et c'est ce que mon gouvernement leur a donné. Quand, dans les premières heures, la piste d'ETA était privilégiée, compte tenu des 800 meurtres commis dans l'histoire de ce groupe et des récentes arrestations de militants projetant un attentat impliquant 500 kg d'explosifs, c'est cette piste que nous avons présenté au public. Le gouvernement ne fut pas le seul à accuser l'ETA et le seul dirigeant politique à nier la responsabilité d'ETA était le chef de Batasuna, un parti interdit en raison de ses liens avec les terroristes. Toutefois, nous n'avons pas fait mystère de la découverte, dans l'après-midi, d'une camionnette contenant des détonateurs et une cassette en arabe. Cela ouvrait de nouvelles perspectives et nous n'avons rien caché à la population, tout comme nous avons fait part des avancées de l'enquête progressivement à la population.

Alors que nous étions soucieux de la transparence de notre action, l'opposition nous a accusés de manipulation et de dissimulation d'information et a retourné la colère de l'opinion contre le gouvernement pendant que nous étions en train d'essayer de retrouver les coupables. Ma carrière politique a été dédiée à l'honnêteté et mon gouvernement n'a pas menti. Les accusations dans ce sens visant à obtenir des bénéfiques partisans sont intolérables, mais cela ne retire rien à la légitimité de l'élection.

Nous devons rester unis et combattre le terrorisme. Nous devons défendre nos libertés et ce combat, comme je l'ai dit dès le 11 septembre, n'appartient pas qu'à une seule nation.

Dominique de Villepin



Dominique de Villepin est ministre des Affaires étrangères français.

« Rwanda : les leçons du génocide »

Source : Libération

Référence : « Rwanda : les leçons du génocide, par Dominique de Villepin, *Libération*, 25 mars 2004.

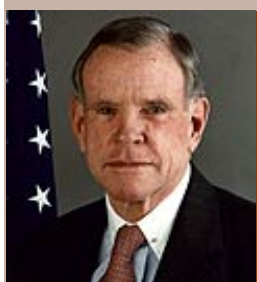
Il y a bientôt dix ans, une tragédie qui allait entraîner la mort de près d'un million de personnes se déroulait au Rwanda. Ce drame nous donne un devoir de vérité et d'action.

Dans les années 90, devant la montée des tensions, notre pays a privilégié le processus de réconciliation des accords d'Arusha, mais la violence a prévalu et la communauté internationale n'a pas pu se rassembler assez vite. Face à l'impasse politique et à l'accélération des événements sur le terrain, la France a décidé d'une intervention humanitaire. L'opération « Turquoise » a permis de sauver des milliers de vies. Au sortir de cette crise, la France s'est efforcée de faire toute la lumière sur les événements, en particulier avec la mission parlementaire d'information présidée par M. Quilès.

Nous avons aujourd'hui un devoir d'action pour éviter que se reproduise de tels drames. Depuis deux ans, la France s'est réinvestie en Afrique. Nous y combattons de nouveaux fléaux comme les enfants soldats, l'exploitation illégale des ressources naturelles, les déplacements de populations et les trafics d'armes. Nous avons besoin d'instruments d'alerte précoce pour prévenir les conflits et nous appuyons les efforts de l'Union africaine dans ce sens. Il faut aussi savoir intervenir pour enrayer l'engrenage de la violence. Il faut agir vite, mais dans le respect du droit. Engagée en faveur de la justice, la France soutient la **Cour pénale internationale**.

Nous devons également mettre en place des stratégies globales de résolution des conflits dans lesquelles l'ONU a un rôle à jouer et des stratégies régionales où l'Union européenne doit collaborer avec les organisations d'États africains. Face aux crises africaines, il faut développer une méthode consistant en l'instauration de cessez-le-feu permettant le dialogue et l'instauration de gouvernements transitoires qui, avec l'aide d'une force internationale, organisent des élections pour choisir de nouveaux gouvernements légitimes. C'est ce que nous avons fait en Côte d'Ivoire. Dans d'autres cas, il faut prévoir une possibilité de tutelle des Nations Unies.

William Farish



William Farish est ambassadeur états-unien au Royaume-Uni. Les Farish et les Bush sont amis et partenaires depuis plusieurs générations. William Farish a notamment été administrateur de Zapata Off-Shore Oil, une société pétrolière dirigée par George W. Bush (Le roi de carreau du régime Bush). Il a également été le directeur exécutif du trust regroupant le patrimoine des Bush, cf. La fortune des Bush.

« Ne Croyez pas les allégations intéressées contre les politiques antiterroristes de M. Bush »

Source : The Independent

Référence : « Don't believe these self-serving allegations against Mr Bush's anti-terrorism policies », par William S Farish, *The Independent*, 25 mars 2004.

Richard Clarke a été pendant 30 ans un haut fonctionnaire du gouvernement. George W. Bush l'a conservé comme principal expert en anti-terrorisme quand il a pris ses fonctions. En retour, Clarke a écrit un livre dont il a fait une forte promotion aux travers d'interview dans lequel il mène des attaques contre le président en profitant de la campagne électorale pour vendre ses livres. Les lecteurs de son livre seront surpris d'apprendre que, contrairement à ce qui a été écrit et comme l'a affirmé Condoleezza Rice dans une tribune dans le *Washington Post*, l'administration Bush a tenu compte de la menace Al Qaïda. Immédiatement après sa prise de fonction, l'équipe de sécurité nationale du président a élaboré une stratégie pour combattre Al Qaïda et Dick Clarke y a participé en faisant un certain nombre de propositions pour frapper l'organisation hors de nos frontières, mais pas pour les chercher chez nous. Les interviews de Clarke peuvent laisser penser que ses conseils ont été ignorés, mais c'est faux. Il avait la possibilité de demander à rencontrer le président pour lui faire part de risques. Il ne l'a fait qu'une seule fois, en juin 2001, pour lui parler de cyber-sécurité, pas d'Al Qaïda. Si l'administration Bush a bien pris en compte la menace irakienne très tôt, elle n'a pas pour autant négligé Al Qaïda. L'Irak n'a plus été à l'ordre du jour après le 11 septembre dès que le directeur de la DIA a affirmé qu'il n'y avait pas de preuves de son implication. Le bilan du président en matière de lutte contre le terrorisme est en réalité très bon.

Sidney Blumenthal



Sidney Blumenthal est ancien assistant et conseiller spécial du

« Le nouvel ennemi de marque de Bush est la vérité »

Source : The Guardian

Référence : « Bush's brand new enemy is the truth », par Sidney Blumenthal, *The Guardian*, 25 mars 2004.

L'un des premiers actes officiels de l'administration Bush fut de rétrograder à un échelon inférieur le poste de coordinateur national pour le contre-terrorisme, poste détenu par Richard Clarke et dont le titulaire, sous Bill

président Bill Clinton. Il est l'auteur de *The Clinton Wars*. Il a été éditorialiste du *New Yorker*, du *Washington Post* et de *New Republic*. Il est désormais éditorialiste au *Guardian* sur les questions de politique états-unienne et le correspondant à Washington de Salon. Com.

Clinton, assistait aux réunions les plus importantes sur les questions de sécurité nationale. Sous **George W. Bush**, il ne pouvait plus qu'adresser ses mémos à **Condoleezza Rice** ou à son assistant.

Richard Clarke affirme dans son livre *Against All Enemies* que quand on lui a demandé ce qu'il fallait faire à propos d'Al Qaïda, elle avait l'air d'entendre ce mot pour la première fois. La controverse née des déclarations de Clarke à la Commission d'enquête sur le 11 septembre, où il affirmait que Bush avait ignoré les avertissements concernant les risques d'attentats sur le territoire, a entraîné une grande offensive de la Maison-Blanche contre lui. Il lui a été imputé des motivations personnelles et partisanses et on l'a présenté comme un chercheur d'emploi aigri et ignorant.

Clarke avait pourtant une excellente réputation dans l'administration Clinton. Aujourd'hui, il n'est pas le seul à prétendre que l'administration Bush ne s'est pas préoccupé du terrorisme avant le 11 septembre. Le général Donald Kerrick a eu la même impression lors de la transition entre les deux administrations. Rice a beau affirmer que la Maison-Blanche était concentrée sur la question du terrorisme, ce n'est pas l'image que donne Bob Woodward dans son livre *Bush at War*. Jamie Gorelick, le seul membre de la commission du 11 septembre à avoir lu les bulletins présidentiels quotidiens révèle que les avertissements contre un attentat aux États-Unis duraient en réalité depuis des mois.

Rafael Bielsa



Rafael Bielsa est ministre des Affaires étrangères argentin.

« Mercosur - Union Européenne : une association qui avance »

Source : Clarin

Référence : « Mercosur-Unión Europea : asociación que avanza », par Rafael Bielsa, *Clarin*, 25 mars 2004.

Il y a quelques jours, nous avons conclu les **négociations de Buenos Aires** et sommes parvenus à un accord entre le **Mercosur** et l'Union européenne. Il marque une nouvelle étape dans l'intégration internationale de l'Argentine et le développement de ses liens avec les nations qui ont une complémentarité commerciale avec elle. Nous voulons accroître nos relations commerciales partout dans le monde.

Les liens entre l'Union européenne et le Mercosur n'ont pas qu'une finalité commerciale. Ils visent aussi à développer des liens politiques. Nous devons cependant reconnaître qu'il reste des problèmes dans nos relations au premier rang desquels on compte les subventions européennes pour son agriculture. Dans le même temps, les négociations pour la **Zone de libre échange des Amériques (ZLEA)** bloquent en raison de l'intransigeance des États-Unis, pays le plus développé de l'hémisphère mais aussi le plus protectionniste.

L'Argentine cherche une libéralisation commerciale qui garantit des relations plus équilibrées dans l'hémisphère. Aussi, défend-elle, dans les négociations, les principes de réciprocités et une approche pluri-thématique. Car l'Argentine veut être reconnue comme une nation aux intérêts multiples qui ne limite pas son développement à l'agriculture.

Nous voulons diversifier nos exportations. Dans ce domaine, 2003 a été une bonne année pour les relations bilatérales entre l'Argentine et l'Union européenne. Désormais, 20 % des exportations argentines se font en direction de l'Europe et l'Union européenne est devenue notre principal partenaire commercial. L'accord avec l'Union Européenne pourrait nous apporter une croissance du PIB de 4 % et une augmentation de 10 % de nos exportations. Il offre la possibilité de développer le bien-être de notre population.

George Soros



George Soros est président de l'Open Society Institute et du Soros Fund Management. Il est l'auteur de *The Bubble of American Supremacy*.

« Les élections espagnoles sont un exemple pour nous »

Source : Le Figaro

Référence : « Les élections espagnoles sont un exemple pour nous », par George Soros, *Le Figaro*, 25 mars 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Dans mon dernier livre, je prévoyais les problèmes que nous voyons aujourd'hui en Irak. L'administration Bush a changé de stratégie en retranchant les troupes derrière des barricades, ce qui accroît les risques de guerre civile, et se tourne vers l'ONU. Cela a pour seul but de présenter de l'Irak un visage acceptable avant les élections. L'échec en Irak a affaibli les néo-conservateurs dans l'administration Bush, mais cette dernière continue à croire qu'elle doit imposer son leadership arbitraire au monde alors que le leadership devrait viser à renforcer les institutions internationales.

Les régimes comme ceux de Saddam Hussein ou des Talibans posent problèmes. La communauté internationale doit avoir la responsabilité de protéger un peuple des abus de ses dirigeants, mais cela doit se faire dans la légitimité et les États-Unis n'en disposent pas pour agir seuls. Nous devons battre **George W. Bush** et rejeter sa doctrine. Les États-Unis pourront alors revenir à une diplomatie plus ouverte. Le changement que je préconise est plus radical que celui prôné par **John Kerry**, mais il a une bonne approche néanmoins car il ne croit pas en la guerre. Je crains que les États-Unis affaiblissent leur idéal en voulant propager la démocratie par la guerre et cela rend suspect le projet de « Grand Moyen-Orient ».

Dire que la victoire des socialistes en Espagne est une victoire d'Al Qaïda, c'est rentrer dans la logique de Bush qui veut que quand on est pas avec lui, on est avec les terroristes. Les Espagnols ont, en fait, sanctionné le mensonge et c'est un exemple pour les Américains qui ont été trompés sur les raisons de la guerre en Irak. Dans l'affaire irakienne, la France est parvenue à préserver l'indépendance de l'ONU, mais **Jacques Chirac** est allé trop loin et même ceux qui s'opposent à Bush restent critiques à l'égard de la France.

La crise actuelle au Kosovo montre l'échec de la politique de l'Europe qui a déjà échoué en Russie, où **Vladimir Poutine** mène une politique de restauration tsariste, et dans les Balkans. Il faut qu'elle défende la démocratie en Moldavie et en Ukraine, mais elle manque de volonté politique.

Vaclav Havel



Vaclav Havel est l'ancien président de la République tchèque.

« Comment l'Union européenne doit traiter la Biélorussie »

Source : The Independent

Référence : « How the EU should treat Belarus », par Vaclav Havel, *The Independent*, 25 mars 2004.

Huit pays de l'ex-bloc communiste vont devenir membres de l'Union européenne. Des États qui connaissaient des régimes totalitaires il y a encore 15 ans vont maintenant adhérer à la première communauté multinationale basée sur les principes démocratiques.

L'un des voisins de cette Europe élargie est la Biélorussie, dirigée par **Alexander Lukashenko** qui, en dix ans de règne autocratique, a isolé son pays politiquement. La libre pensée des Biélorusses est criminalisée et les persécutions au travail et à l'école sont courantes. Des citoyens sont emprisonnés ou disparaissent. La population semble résignée, mais il existe encore des groupes d'activistes qui s'opposent à Lukashenko.

Le pays se soucie peu de l'Union européenne et est tourné vers la Russie, mais l'Europe doit soutenir les démocrates biélorusses. L'isolation du régime seule est insuffisante, il faut faire bénéficier les démocrates du même soutien que celui auquel les ex-dissidents des nouveaux pays membres ont eu droit afin qu'ils puissent parvenir à faire évoluer le pays vers des élections libres. Nous devons soutenir les Biélorusses pro-européens afin que leur pays devienne une démocratie et, un jour, une part de l'Europe unie.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .